



un équipement



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHÉ

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de travaux d'entretien et de réparation des toitures des
bâtiments gérés par Ports de Lille**

Marché passé selon une procédure adaptée

en application des articles L 2123-1 et suivants et R 2123-1 et suivants du code de la Commande
publique

***Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P)
Commun à tous les lots***

Maître d'ouvrage :

PORTS DE LILLE – C.C.I.H.D. F
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

Contenu

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	4
3.1 Entretien préventif.....	4
3.2 Entretien curatif et travaux de réparation	4
ARTICLE 4 – DELAIS - PLANIFICATION DES INTERVENTIONS.....	5
4.1 Entretien préventif.....	5
4.2 Entretien curatif	5
ARTICLE 5 – RAPPORT D'INTERVENTION	6
ARTICLE 6 – CONSIGNES, PERSONNEL ET MOYEN DU TITULAIRE	7
6.1 Sécurité et hygiène du chantier	8
6.2. Suivi du chantier	9
ARTICLE 7 – CONSTAT D'ANOMALIE.....	9
ARTICLE 8 – PRESTATIONS PARTICULIERES	9
ARTICLE 9 – PAIEMENT	10
ARTICLE 10 - VISITE DES INSTALLATIONS.....	10
ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE	10
ARTICLE 12 – GARANTIE.....	11

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les travaux curatifs et l'entretien préventif des toitures désignées ci-après :

- Lot n° 1 : Entretien et réparation des toitures des bâtiments situés sur les sites portuaires de Lille, Wambrechies et Halluin.
- Lot n° 2 : Entretien et réparation des toitures des bâtiments situés sur les sites portuaires de Santes.

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises aux dispositions des articles R.4511-1 et suivants du Code du travail.

Les toitures sont constituées de différentes structures : tôles fibrociment, bacs aciers, étanchéité multicouche, tuiles.

La localisation des bâtiments est donnée par les cartes en annexes du CCTP :

- Annexe 1 : pour les sites de Lille, de Wambrechies et d'Halluin.
- Annexe 2 : pour le site de Santes.

La surface totale à entretenir est d'environ 280 023 m² et elle est décomposée par bâtiment dans l'Annexe 3 du CCTP.

L'annexe 4 du CCTP contient les DTA des bâtiments des différents sites portuaires.

Le marché comporte :

- Une part globale et forfaitaire correspondant à la maintenance préventive (entretien préventif).
- Une part à bons de commande aux réparations et à la maintenance curative. La part à bons de commande ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de :
 - o 186 000,00€ HT sur 3 ans pour le lot 1.
 - o 189 500,00€ HT sur 3 ans pour le lot 2.

Le détail technique des prestations est décrit dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DU MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est :

Ports de Lille – CCI Hauts de France
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

3.1 Entretien préventif

Il comprend :

- L'examen général des ouvrages d'étanchéité apparents ;
- La vérification de l'état des relevés d'étanchéité visibles ;
- La vérification et le nettoyage des orifices des évacuations des eaux pluviales et trop pleins
- Les reprises de menus désordres, relevant de l'entretien normal, tels que, des recollements de relevés, le traitement d'amorces de déchirures, la « refixation » partielle de couvertines, le remplacement de crapaudines,
- La vérification de l'étanchéité des lanterneaux ouvrants simples et leur nettoyage complet ;
- L'enlèvement des mousses, herbes et toutes végétations, même mortes ainsi que tout autre détritux se trouvant sur la toiture ;
- Nettoyage complet des puits de lumières
- Les lignes de vie et les échelles à crinoline seront à faire contrôler une fois par an par un bureau de contrôle avec certification à nous transmettre
- L'enlèvement des petits matériaux et détritux divers ;
- Le régalinge de la protection gravillons et vérification de l'épaisseur de la protection
- Le nettoyage des réseaux siphoniques des bâtiments 6, 8/12, 16 et 37, deux fois par an ainsi que vérifier leur étanchéité
- La descente des gravois et menus détritux au pied du bâtiment, leur chargement et leur transport à la décharge publique.
- La main-d'œuvre y compris les frais de déplacement ;
- La mise à disposition de l'outillage et appareils de mesure nécessaires à l'exécution des prestations.

Sont exclues de l'entretien les prestations suivantes :

- La vérification du fonctionnement des lanterneaux avec système de désenfumage.

3.2 Entretien curatif et travaux de réparation

En cas d'infiltration d'eau ou de dégâts des eaux, le titulaire sera chargé d'effectuer les réparations nécessaires. Si cette réparation est à caractère provisoire et nécessite des travaux lourds, l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de demander également des devis à d'autres entreprises spécialisées.

Les Dossiers Techniques Amiante sont transmis en annexe 4 du CCTP.

En cas de demande d'intervention en urgence, le titulaire devra se rendre sur site sous 4h00 maximum sans plus-value de frais de déplacement pour urgence et cela afin d'éliminer le risque ou mettre le site en sécurité à minima et informer le Maître d'ouvrage des actions effectuées.

Il est précisé que le délai de 4h00 est un délai maximum d'intervention. Le candidat peut proposer un délai inférieur à ce délai maximum. Le délai proposé sera à préciser dans l'acte d'engagement. Le critère d'urgence est pris à l'initiative du donneur d'ordre.

Les travaux seront effectués dès réception d'un bon de commande établi par le Maître d'Ouvrage dans les délais fixés par le Titulaire dans l'acte d'engagement. Le bon de commande indique la date de fin des prestations.

A cet effet, les délais impartis pour l'exécution des travaux seront précisés lors du rendez-vous de chantier.

ARTICLE 4 – DELAIS - PLANIFICATION DES INTERVENTIONS

La Maitrise d'Ouvrage informera les locataires du passage du titulaire après une planification validée en amont.

Il est précisé que les délais d'intervention constituent un critère de jugement des offres. Le candidat est invité à décrire de manière précise et conforme, les délais qu'il propose pour intervenir à compter de la demande d'intervention.

Il est également demandé au candidat de préciser dans son mémoire technique, la moyenne de surface entretenue en m²/h.

4.1 Entretien préventif

Le Titulaire joint dans son offre, un planning prévisionnel d'intervention annuelle concernant l'entretien préventif.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'adapter ce planning d'intervention prévisionnel après la notification du marché.

Si l'une des deux parties désire déplacer une intervention déjà programmée, elle en informera l'autre au moins 15 jours ouvrés avant la date prévue.

En cas de retard d'intervention pour l'entretien préventif, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

4.2 Entretien curatif

Il est précisé que le délai maximum d'intervention est de 4 jours pour les opérations classiques et de 4 heures pour les opérations urgentes.

Le Titulaire propose dans son offre (mémoire technique et dans l'acte d'engagement), les délais maximums dans lesquels il intervient dans le cadre d'une opération classique et dans le cadre d'une opération urgente.

Le Maître d'Ouvrage signalera toute infiltration d'eau ou désordres au titulaire par téléphone, fax ou courriel ou courrier. Le Titulaire réalisera les prestations demandées dans le délai maximum qu'il a fixé dans son offre. Les délais d'intervention débutent à compter de la date d'envoi de la demande.

Si le délai d'intervention proposé n'est pas respecté, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au CCAP.

Toutes interventions seront à renseigner dans le rapport technique avec intégration de photos géographiques et devis détaillés des prestations à réaliser ainsi que la durée de travaux.
Aucun frais de déplacement ne pourra être appliqué si l'entreprise se situe dans un rayon de 10 kms du lieu d'interventions.

ARTICLE 5 – RAPPORT D'INTERVENTION

Après chaque visite, le Titulaire adressera au Maître d'Ouvrage dans un délai de 24h, simultanément avec la facture correspondante, un rapport qui comportera un résumé des constatations et observations faites sur place. Ce rapport sera illustré de photos avant/après interventions ainsi qu'un reportage géographique de la zone impactée. Celles-ci devront être significatives afin d'attirer l'attention du Maître d'Ouvrage sur certains points particuliers tels que :

- L'obligation de procéder à une application de produit désherbant spécifique si l'importance et la rapidité de repousse de la végétation le justifie ;
- L'obstacle présumé dans les chutes d'eaux pluviales en dessous du niveau terrasse ;
- La liste des désordres visibles sur les équipements et ouvrages situés en toiture-terrasse et ne concernant pas l'étanchéité :
 - Ventilations, VMC, zinguerie, lanterneaux ;
 - Antennes, ouvrages divers ;
 - Ouvrages du gros-œuvre, notamment les becquets de protection des relevés, les acrotères et leurs joints, les enduits de souche, etc.
- La liste des éventuelles modifications apportées depuis la dernière visite y compris l'usage abusif ou toute activité inhabituelle sur une terrasse ;
- L'activité d'un autre corps d'état et d'une manière générale, les conséquences de l'intervention de tout tiers ;
- L'opportunité de réaliser certains travaux sortant du cadre du présent contrat.
S'ils sont de la spécialité du Titulaire et sur demande du Maître d'Ouvrage, un devis pourra être établi en vue de leur éventuelle exécution.

Le titulaire devra éditer un rapport général, reprenant toutes les interventions, après la campagne de visite de maintenance préventive :

Ce rapport devra être détaillé par bâtiment, illustré et commenté afin de pouvoir exploiter les informations vues sur site.

Il devra comporter les informations suivantes :

- Jour de passage ;
- Adresse du chantier
- Equipe de l'entreprise ;
- Etat général de la toiture,
- Reportage géographique

- Observations sur les parties apparentes (Etanchéité, relevés, protections, points singuliers, maçonneries, sécurité collective, observations générales...)

En cas de déplacement, à la suite d'une maintenance curative le titulaire devra éditer un rapport d'intervention.

Ce rapport devra être détaillé par bâtiment, commenté afin de pouvoir exploiter les informations vues sur site. Ce rapport peut être envoyé par mail afin d'y joindre des photos. Un chiffrage devra être proposé en suivant le Bordereau de Prix Unitaire.

ARTICLE 6 – CONSIGNES, PERSONNEL ET MOYENS DU TITULAIRE

Le titulaire doit fournir maître d'ouvrage, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel ainsi que les photocopies des Cartes Identité BTP des équipes intervenantes.

Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

1. Afin d'accentuer l'image professionnelle des entreprises, tous les intervenants travaillant sur site disposeront de vêtement de travail au logo de leur entreprise et uniforme entre eux (même couleur et même type), un emplacement sera ménager pour permettre le port visible de la Carte Identité BTP.
2. Cette condition sera vérifiée sur site par le maître d'ouvrage, si cette règle n'est pas respectée le cas échéant l'entreprise cessera ses travaux.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le Titulaire présentera sous la forme d'un organigramme détaillé et nominatif la société. Il justifiera la fonction, qualification et ancienneté du personnel dédié au marché.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas d'interventions.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;

- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages, nacelles
- Les protections des ouvrages ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les nacelles ;
- Les tenues de travail et EPI ;
- La signalétique de la zone de travail ;

L'adéquation des moyens humains affectés au marché est un critère de jugement des offres. Le candidat est invité à décrire de manière précise et claire, les moyens humains qu'il affecte au marché.

6.1 Sécurité et hygiène du chantier

A noter que l'Entreprise devra obligatoirement organiser le tri sélectif des déchets qu'elle produit et les évacuer rapidement à la fin de chacune de ses interventions.

L'offre de l'Entreprise devra comprendre toutes les dépenses liées au respect des réglementations d'hygiène et de sécurité ainsi qu'aux indications particulières qui pourraient être mentionnées dans les pièces administratives du marché.

Les entreprises pourront éventuellement être amenées à intervenir sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante. Ces interventions sont définies en sous-sections 3 et 4 par le Code du Travail.

L'attention des entreprises est attirée sur les obligations qui leur incombent de fait notamment concernant l'organisation du chantier, la formation, la protection et la surveillance de leur personnel, les déclarations administratives, le traitement des déchets....

Avant travaux, les entreprises devront justifier de la formation de leurs salariés et/ou des salariés de leurs sous-traitants, ainsi que la mise en place des modes opératoires correspondant aux travaux à réaliser.

Dans tous les cas, elles devront se conformer aux dispositions réglementaires du code de travail et aux Décrets, Arrêtés et Circulaires en vigueur durant la durée du présent marché et notamment :

- Décret n° 2006-761 du 30/06/2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)
- Décret n°2012-639 du 4/05/2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n°2015-789 du 29/6/2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Toute autre disposition pertinente en vigueur ou à venir concernant l'amiante.

Les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité est un critère de jugement des offres. Le Titulaire précise donc dans son mémoire technique, les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité.

6.2. Suivi du chantier

Le chantier s'organisera en 2 étapes :

1. Réunion de démarrage :

- Un plan de prévention des risques sera établi afin d'appréhender l'accessibilité des bâtiments. Un planning des interventions préventives devra être soumis à l'approbation de la MOA

2. Réunion de clôture de maintenance préventive :

Rendu du rapport détaillé et illustré ; explications ; retour sur visites

ARTICLE 7 – CONSTAT D'ANOMALIE

Le Titulaire est tenu d'informer le Maître d'Ouvrage de toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Il établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite mentionnant :

- Le type d'anomalie constatée ;
- Les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier ;
- Les conséquences si aucune action n'était engagée.
- Un reportage photo des travaux réalisés (avant et après désordre).

ARTICLE 8 – PRESTATIONS PARTICULIERES

Dans le cas d'un désordre à caractère décennal, le Titulaire enverra une équipe dans les vingt-quatre heures suivant la demande du Maître d'Ouvrage pour, au minimum, assurer la mise hors d'eau, même provisoire :

- Aux frais du Maître d'Ouvrage : Si la terrasse est sous garantie décennale et si l'origine du désordre n'est pas la responsabilité de cette dernière ou si la garantie décennale est échue. Un rapport pourra être fourni si le Maître d'Ouvrage le demande.

Le titulaire doit présenter les précautions mise en œuvre en cas de travaux en présence d'amiante.

ARTICLE 9 – PAIEMENT

Les précisions relatives au paiement dans le cadre du présent marché sont indiquées dans le CCAP.

ARTICLE 10 - VISITE DES INSTALLATIONS

Une visite sur site est conseillée à toutes les entreprises voulant répondre à cette consultation afin de pouvoir prendre connaissance du patrimoine à maintenir et ces particularités à savoir :

- De toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords des sites.
- Des moyens à mettre en œuvre pour la sécurité du chantier.
- De l'activité des sites et des flux routiers.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITE DU TITULAIRE

L'entreprise se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles elle sera intervenue.

L'entreprise est également responsable :

- Des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux, l'entreprise est responsable de la protection de l'ouvrage lors de ses interventions ;
- Des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à l'Organisme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations ;
- Du matériel utilisé et des matériaux qu'elle a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de l'Organisme.

ARTICLE 12 – GARANTIE

L'entreprise proposera un délai de garantie pour les travaux neufs (réfection générale) mais également pour les travaux curatifs ponctuels (obligation de résultat).

L'entreprise atteste être en règle de ses déclarations et paiements au regard de la législation fiscale et sociale. Elle s'engage à présenter à l'Organisme les justificatifs avant le début des prestations et tous les 6 mois à savoir en janvier et en août de chaque année.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Les annexes du marché sont :

- Annexe 1 : Plan des sites de Lille, Halluin et Wambrechies
- Annexe 2 : Plan du site de Santes
- Annexe 3 : Synthèses des surfaces à entretenir
- Annexe 4 : DTA

Fait à, le.....

Le titulaire du Marché

Mention manuscrite « lu et approuvé »

Signature et cachet de l'entreprise